



COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Du 25 au 31 août 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

- 1.1 Distinction de l'ancien SG Hamadi Madi..... 2**
- Beit-Salam I Hamada Madi fait Chevalier de l'Ordre du Croissant vert
- 1.2 Veille sanitaire.....4**
- La COI remet un premier lot d'équipements aux Seychelles dans le cadre de son plan de riposte au Covid 19
- 1.3 Sécurité maritime.....6**
- Lutte contre la piraterie dans l'océan Indien : livraison d'équipements à la Marine de Madagascar

2. Centres d'Intérêts

- 2.1 Culture.....9**
- Exposition Iconothèque historique de l'Océan indien dans le cadre du 250ème anniversaire des Seychelles
- 2.2 Energies renouvelables.....11**
- Jirama Mahajanga : Une centrale photovoltaïque de 17 MW en construction
- 2.3 Agriculture.....12**
- Chaines de valeurs et de la compétitivité

Beit-Salam I Hamada Madi fait Chevalier de l'Ordre du Croissant vert

[Nazir Nazi](#)



L'ancien secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Hamada Madi Bolero, a été élevé hier, mercredi 26 août à Beit-Salam, au rang de Chevalier de l'Ordre du Croissant vert des Comores. Une cérémonie de reconnaissance des services rendus à la Nation comorienne, dans l'exercice de sa mission à l'institution régionale, organisée en son honneur pour avoir, selon le locataire de Beit-Salam, «dignement» représenté son pays, à la tête de cette organisation régionale et y avoir accompli un travail remarquable en faveur de l'indianocéanie

Le président de la République, Azali Assoumani, a profité de cette occasion pour lui adresser devant l'assistance, ses sincères félicitations pour avoir ainsi honoré le pays par sa compétence, son engagement, son sens du dialogue et du leadership ainsi que ses qualités humaines, qu'il a mis au service des idéaux de la Coi, pour lui permettre de poursuivre ses nobles objectifs avec plus de persévérance et d'efficacité, dans l'intérêt des peuples de ses Etats membres. «Durant quatre ans, il a ainsi réussi à mettre au centre de l'action de la Coi, les questions de sécurité ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat, du genre, des énergies renouvelables et de la santé publique. Durant cette période, il a également fait de la Coi, un partenaire prévenant envers ses membres, qui a su accompagner les gouvernements dans leurs efforts en faveur du bien-être et de l'épanouissement des peuples de l'Océan Indien», a-t-il témoigné. [Suite](#)

INSTITUTIONS

Boléro élevé au grade de Chevalier de l'ordre du croissant vert des Comores

C'est au cours d'une cérémonie solennelle au palais présidentiel que l'ancien secrétaire général de la COI Hamadi Madi Boléro est décoré au grade de Chevalier de l'ordre du croissant vert par le chef de l'Etat Azali Assoumani. Une distinction en reconnaissance du travail fourni par ce Comorien durant ces quatre années à la tête de l'organisation régionale.

C'est dans une ambiance conviviale qu'a eu lieu au palais présidentiel de Beit-Salam, hier mercredi 26 août, qu'Azali Assoumani, président de l'Union des Comores, a décoré le secrétaire général sortant de la Commission de l'Océan indien, Hamadi Madi Boléro sous le surnom de Boléro à l'ordre du croissant vert des Comores. Une cérémonie au cours de laquelle l'émotion de Boléro et Azali, qui se connaissent depuis des logues dates, était palpable.

Dans son allocution, le président de la République, a affirmé qu'il s'agit là d'un signe pour « lui témoigner solennellement, la reconnais-

sance de la Nation, pour avoir dignement représenté notre pays à la tête de cette organisation régionale et y avoir accompli un travail remarquable en faveur de l'indiano-Océanie ». A cette occasion, le Président a félicité celui qui dans le passé a été son premier ministre « pour avoir honoré notre pays par sa compétence, son engagement, son sens du dialogue et du leadership ainsi que ses qualités humaines ».

Des valeurs que Boléro a su mettre de l'avant « au service des idéaux de la COI, pour lui permettre de poursuivre ses nobles objectifs avec plus de persévérance et d'efficacité dans l'intérêt des peuples de ses Etats membres ». « Durant quatre ans, il a ainsi réussi à mettre au centre de l'action de la COI, les questions de sécurité ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat, du genre, des énergies renouvelables et de la santé publique », énumère Azali Assoumani, affirmant que pendant cette période, Boléro « a également fait de la COI un partenaire prévenant envers ses membres, qui a su accompagner les gouvernements dans leurs efforts en faveur du bien-

être et de l'épanouissement des peuples de l'Océan Indien ».

Azali Assoumani est reconnaissant quant aux efforts fournis par le désormais ancien SG de la COI pour appuyer et accompagner les Comores dans différents secteurs notamment la sécurité sanitaire, de la reprise socio-économique, dans le développement durable et les engagements internationaux sur le climat. « Nous sommes là pour saluer un Comorien digne qui a exercé ses fonctions avec professionnalisme et dévouement, pour faire de la COI une organisation forte et modernisée, capable de relever les défis de l'intégration et de la coopération régionale », insiste-t-il.

Pour sa part, Boléro considère ce moment comme « un moment de faits, d'émotion et de surprise ». « Je ne m'attendais donc pas à une reconnaissance de la Nation et je suis donc d'autant plus sensible à l'honneur qui m'est fait aujourd'hui, monsieur le Président », s'émue-t-il, tout en soulignant que sa mission à la tête de la COI a été « un service » et non « une étape de Cursus Honorum ». En ce moment bien plus



choisi par Beit Salama pour l'honorer, Hamadi Madi n'oublie pas de féliciter et remercier toutes celles et tous ceux qui l'ont soutenu et encouragé dans l'accomplissement de sa noble mission dans la modestie. « Lorsque je regarde le parcours accompli, je me dis que j'aurais sans doute pu faire plus et que j'aurais pu faire mieux encore ».

Il ne manque pas de se féliciter que durant son mandat à la tête de la COI, « Moroni ait été au cœur d'étapes importantes de la vie diplomatique et politique régionale ». «

C'est ici à Moroni que les Etats membres de la COI ont acté l'évolution de leur organisation. C'est ici à Moroni que les experts techniques de nos pays ont pris la mesure du risque de pandémie et élaboré, [...], un plan régional de riposte [...], se souvient-il. Dans la foulée, l'ancien SG rappelle que ses réussites sont aussi celles des ministres des Etats membres et encore plus des administrations concernées de ces mêmes pays.

A.O Yazid

Plus d'information les liens ci-dessous :

<https://www.afropages.fr/le-journal-de-mayotte/les-pots-d-accueil-se-multiplient-pour-hamadi-bolero-beit-salam-recompense-la-performance-de-l-ancien-secretaire-general-de-la-coi>

<https://www.habarizacomores.com/2020/08/bolero-eleve-au-grade-de-chevalier-de.html>

<http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/bol%C3%A9ro-%C3%A9lev%C3%A9-au-grade-de-chevalier-de-l%E2%80%99ordre-du-croissant-vert-des-comores-.html>

<https://www.al-fajrquotidien.com/beit-salam-bolero-eleve-au-grade-de-chevalier-de-lordre-du-croissant-vert-des-comores/>

La COI remet un premier lot d'équipements aux Seychelles dans le cadre de son plan de riposte au Covid 19



Une cérémonie officielle de remise d'équipements s'est tenue le 27 août 2020 au Ministère de la Santé, à Victoria. C'est l'Officier Permanent de Liaison des Seychelles auprès de la Commission de l'océan Indien (COI), M. Jacques Belle, en présence de l'Ambassadeur de France S.E. M. Dominique Mas et représentant l'Agence Française de Développement (AFD), qui a remis ces équipements au Secrétaire d'Etat du ministère de la Santé, S.E. Mme Marie-Pierre Lloyd.

Ce lot d'équipements médicaux est destiné à renforcer les capacités de réponse face au Covid-19. Il est arrivé dimanche par un vol spécial d'Air Seychelles.

Le plan de riposte de la COI, soutenu par la République Française au travers le soutien financier de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de **4,5 million Euros** par le biais de son projet RSIE 3 « *Réseaux de Surveillance Epidémiologique et de Gestion des Alertes* », vise à renforcer les capacités nationales de surveillance, de diagnostic et de prise en charge dans les Etats membres de la COI.

Le premier lot d'équipements qui a été remis au ministère de la Santé comprend 26 150 surblouses, combinaisons, lunettes et visières de protection, 7 600 masques de protection de haute performance (FFP2 et N95) ainsi que d'autres équipements de protection requis pour la prise en charge des malades du Covid-19.

La Secrétaire d'Etat, Mme Marie-Pierre Lloyd, a déclaré lors de la cérémonie de remise que « ce beau geste est pour moi une preuve éloquent de l'utilité de cette organisation régionale de proximité. »

« L'accompagnement qu'elle nous assure aujourd'hui est une manifestation concrète d'entraide. Elle nous encourage ainsi à poursuivre dans un esprit d'entraide et de solidarité notre combat contre cette pandémie. C'est dire qu'elle a vite compris que cette pandémie du Covid-19, invite à un changement de modèle de relations internationales basées sur des valeurs

d'humanité et de solidarité. Je veux donc qu'elle soit remerciée », a-t-elle ajouté.

Grâce aux efforts de la COI et notamment l'appui de l'AFD, ces équipements arrivent à un moment opportun où le pays maintient une forte vigilance face au risque épidémique. Ces matériels devront répondre aux besoins exprimés par le pays et contribueront au renforcement des capacités diagnostiques, d'endiguement, de protection des personnels et du dispositif de prise en charge.

« *La COI est très fière d'avoir pu répondre avec l'AFD aux besoins de ses Etats Membres dont les Seychelles et ceci est une preuve concrète de l'efficacité de la solidarité régionale à laquelle nous accordons tous une très grande importance* », a- précisé l'Officier Permanent de Liaison.

Il est à souligner que des équipements médicaux complémentaires seront livrés dans les prochains mois, lesquels comprendront entre autres des ventilateurs, des appareils de système central de surveillance, des médicaments, etc.

Lutte contre la piraterie dans l'océan Indien : livraison d'équipements à la Marine de Madagascar

Partenariat IGAD-CAE-COMESA-COI

Le programme régional pour la promotion de la sécurité maritime (MASE), mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien et financé par l'UE, a remis des matériels et équipements informatiques au Centre national de fusion d'Informations maritimes (CFIM) de Madagascar et à l'Etat-major de la Marine Nationale (EMMN) Malagasy. Cette initiative s'insère dans le cadre de la standardisation des capacités techniques des centres nationaux pour faciliter l'interaction avec le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM) et le Centre régional de coordination des opérations (CRCO).



Le programme régional pour la promotion de la sécurité maritime (MASE) a remis des matériels et équipements informatiques au Centre national de Fusion d'Informations maritimes (CFIM) de Madagascar et à l'Etat-major de la Marine Nationale (EMMN) Malagasy, ce mardi 25 août 2020, sous la présidence de Monsieur le Capitaine de Vaisseau Ramarozatovo Andriamiharisoa, Membre du Comité pour la gouvernance du CRFIM et CRCO et Point Focal National du programme MASE, à Madagascar. La cérémonie officielle de remise d'équipement s'est tenue au siège de l'Etat-Major de la Marine Nationale en présence de Monsieur le Capitaine de Vaisseau Razafindraibe Franck Aimé, Directeur Général du CFIM, le Chef d'Etat-major de la Marine Nationale malagasy, le Capitaine de Vaisseau Ga Jacquy Honoré ; le Chargé d'affaires de l'Union européenne à Madagascar, Monsieur Sergiusz Wolski et l'Officier de liaison permanent de la COI, Madame Alice Ndiaye. Cette initiative s'insère dans le cadre de la standardisation des capacités techniques des centres nationaux pour faciliter l'interaction avec le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM) et le Centre régional de

coordination des opérations (CRCO). Mise en œuvre par la Commission de l’océan Indien à travers le programme MASE financé par l’Union européenne, le CRFIM est axé sur l’échange et le partage d’informations maritimes alors que le CRCO organise et coordonne les actions conjointes en mer. Complémentaires, les deux centres régionaux avec la participation effective des centres nationaux des États signataires des deux accords MASE composent l’architecture régionale de sécurité maritime pour la région de l’Afrique orientale, australe et l’Océan Indien (AfOA-OI). [Suite](#)

Sécurité maritime

Le programme régional pour la promotion de la sécurité maritime (MASE) a remis des ordinateurs de bureaux, des tablettes et des caméras matériels au Centre de fusion d'informations maritimes (CFIM) de Madagascar, mardi. Madagascar, par le biais du CFIM et l'Etat-major de la Marine nationale, est le deuxième pays à recevoir des équipements et matériels informatiques de pointe après les Comores.

Plus d'information les liens ci-dessous :

<https://ne-np.facebook.com/UE.madagascar.Comores/posts/3184246094956218>

<http://crfimmadagascar.org/others/le-programme-mase-remise-des-equipements-informatiques-au-centre-de-fusion-dinformations-maritimes-cfim-et-a-letat-major-de-la-marine-nationale-malagasy-emmn/>

<http://www.africain.info/news=5110351>

Exposition Iconothèque historique de l'Océan indien dans le cadre du 250ème anniversaire des Seychelles | 29 August 2020



« Un passé glorieux construit sur la souffrance »

Les Seychelles ont eu un passé glorieux, mais c'est un passé qui s'est construit sur la souffrance, particulièrement la souffrance et le dur travail des esclaves.

C'est l'Ambassadeur de France aux Seychelles, M. Dominique Mas qui a fait cette remarque, hier lors du lancement officiel de l'exposition virtuelle intitulée « Esclaves libérés aux Seychelles » au Musée National de l'Histoire de Victoria.

L'exposition, une production de l'Iconothèque Historique de l'Océan Indien (IHOI), permet une approche différente de l'histoire de la traite et de l'esclavage dans l'Océan Indien, saisi au tournant de l'abolition de l'esclavage dans les colonies et protectorats britanniques après 1860, à travers les destins individuels de victimes de la traite clandestine.

L'expo, en hommage à l'histoire et la culture du peuple seychellois, fait partie des activités pour commémorer les 250 ans des Seychelles.

L'Iconothèque Historique de l'Océan Indien (IHOI) est un projet initié par le Département de La Réunion avec le soutien de l'Union Européenne et de l'Etat français. Les Archives Nationales des Seychelles et le Département de la Culture sont partenaires de ce projet. Ainsi, ensemble, ils œuvrent à la préservation du patrimoine iconographique des Seychelles grâce à la dématérialisation des documents originaux.

Deux collections virtuelles sont exposées au public :

- Images de l'Océan Indien : réalisée par Clément Delpouve, cette collection propose, grâce à une carte interactive, un carnet de voyage numérique dans le sud-ouest de l'Océan Indien. Dans le cadre du 250ème anniversaire, l'exposition se concentre sur les archives seychelloises.
- Portrait d'esclaves libérés (1861-1872) : les Archives Nationales des Seychelles conservent un remarquable registre des photographies d'esclaves

tenu au fur et à mesure de l'arrivée des navires aux Seychelles. Un travail audiovisuel original a été réalisé par l'équipe de l'IHOI pour rendre accessible cette collection.

M. Mas a indiqué que cette exposition est la manière idéale de rendre hommage à ces hommes qui ont en fin de compte construit le pays, et également une façon de ne pas oublier cette partie de notre histoire.

« Cette exposition témoigne de l'intensité de l'histoire commune entre les peuples français et seychellois : des liens permanents qui ont façonné notre culture, notre langue créole, des modes de vie si proches que l'on peut observer sur ces archives », a déclaré l'ambassadeur lors de sa visite au musée. « Ensemble, au travers de ces photos, nous revisitons notre histoire ; une histoire parfois tragique, qui s'est en partie construite sur l'esclavage, sur la souffrance des Hommes », a ajouté M. Mas, « mais une histoire qui se poursuit dans la solidarité et l'union de nos deux pays face aux enjeux de notre avenir commun ». [Suite](#)

Jirama Mahajanga : Une centrale photovoltaïque de 17 MW en construction



Mahajanga bénéficiera de 17 MW d'électricité provenant de la Centrale photovoltaïque à Andranotakatra.

La Jirama mise davantage sur les énergies renouvelables pour la production d'énergie solaire à moindre coût. A partir du mois d'octobre prochain, la ville de Mahajanga bénéficiera de l'énergie solaire, produite par la centrale photovoltaïque, qui sera installée à Andranotakatra Mahajanga. « *Ce projet d'exploitation d'une source d'énergie renouvelable résulte du partenariat entre la Jirama et la société Lidera Green Power. La centrale est dotée d'une capacité de 17 MW dont 1,2 MW sera injecté sur le réseau de la Jirama en fin octobre prochain, 10 MW vers la fin du mois de mars 2021 et 5 MW vers décembre 2021* », a indiqué la Jirama. A noter que les problèmes d'approvisionnement en électricité rencontrés depuis des années sont liés à l'insuffisance de la capacité de production par rapport à la demande exprimée ; ainsi qu'à la mauvaise qualité des infrastructures sur le réseau de distribution d'électricité. Selon les dirigeants de la Jirama, ces problèmes majeurs sont déjà en cours de résolution avec les nombreux projets mis en œuvre dans les différentes régions de la Grande île.

Antsa R.

AGRICULTURE INTÉGRÉE

Chaines de valeurs et de la Compétitivité

Hier, 25 Août 2020 s'est tenue à l'hôtel Retaj, la première réunion du Comité de Pilotage du Projet Intégré de Développement des chaînes de valeurs et de la Compétitivité (PIDC). L'objet a porté sur la présentation du projet et son état d'avancement actuel, ainsi que sur l'examen et l'approbation du Plan de Travail et Budgétaire Annuel (PTBA) de 2020.

Le Projet Intégré de Développement des Chaines de valeurs et de la Compétitivité (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel. Le financement du PIDC fait suite à la requête du Gouvernement Comorien auprès de la Banque Mondiale, dans la perspective de relever les défis de la transformation structurelle de l'économie comorienne, en mettant l'accent sur le

développement des chaines de valeur cibles (agriculture, élevage, tourisme, et secteurs associés (transport, logistique, NTIC) et la mise en place de mécanismes de soutien technique et financier aux Micro-Petits et Moyenne Entreprises (MPME), aux Coopératives et entrepreneurs comoriens.

Aussi le projet s'articule autour de trois composantes qui sont le développement des chaines de valeur ciblées, l'appui direct aux entreprises et la mise en œuvre et coordination du projet. Dans ce contexte le projet s'inscrit dans le cadre des objectifs généraux et orientations de la Stratégie de Croissance Accélérée de Développement Durable de l'Union des Comores. Il est attendu en tant que principal impact de ce projet, la croissance économique du pays, en conséquence la réduction notable de la pauvreté.

Le PIDC intervient dans l'ensemble de l'Union. Les activités vont favoriser la création d'activités

génératrices de revenus, la création de nouveaux emplois et l'augmentation des revenus bénéficiant aux économies locales et nationales. Ainsi, l'adoption de la loi de ratification de l'accord de financement du Projet, sa ratification par le Président de la République, la déclaration de l'IDA pour la mise en vigueur du projet et son lancement officiel par le gouvernement ont permis de lancer les activités d'opérationnalisation du projet en particulier l'organisation de cette première Réunion du Comité de Pilotage.

Au cours de ce comité, les intervenants ont permis à l'équipe du projet de clarifier les points saillants et de répondre à diverses interrogations. Il a beaucoup été question de synergie, de complémentarité et d'harmonisation pour éviter les doublons avec d'autres projets. Ali Mgomri, le coordinateur du projet a expliqué que ce premier Plan du Travail et Budgétaire Annuel (PTBA) qui s'achèvera en juin 2021 comporte un objectif opérationnel lequel s'ajoute l'objectif



financier plafonné à un budget d'un montant de 3 648 625 539 KMF.

Pour mémoire le PIDC est financé par un crédit IDA à hauteur de 25 millions de dollars américains, soit 11 milliards de francs comoriens, dont l'accord de financement a été signé le 10 juillet 2019. Le projet est mis en vigueur depuis le 26 mai 2020 et comporte trois échéances avec une date de clôture prévue pour le 31 juillet 2024.

Dans son allocution d'ouverture M. Daniel Ali Bandar a rappelé que « notre pays s'est engagé dans un processus de développement agrico-

le dont la forte potentialité des produits d'exportation doit contribuer à résorber un peu le chômage des jeunes et des femmes, à augmenter les revenus des producteurs, à améliorer la sécurité alimentaire de la population en tout concrétiser la vision du Chef de l'État qui est l'émergence de l'Union des Comores en 2030 ». Le lancement officiel du projet a eu lieu le 11 Août 2020 à Mremani-Anjouan.

Mmagaza

La Gazette des Comores
Directeur éditorial